

# Mon coeur contestataire - Journal incomplet de ces derniers jours

vendredi 11 août 2017, par [Jadarshini](#)

Un doux soir de février, consciente que les choses n'allaient pas bien, j'ai fait ce que je fais rarement. J'ai mis des boules Quiès et j'ai allumé la télévision. Même si je n'avais rien dit à propos de la vague des récents événements - meurtres et lynchages, descentes policières sur les campus universitaires, arrestations d'étudiants et déclaration cocardières forcées - je savais que mon nom était toujours sur la liste des « anti-nationaux ». Ce soir-là, j'ai commencé à m'inquiéter du fait qu'outre l'accusation d'outrage à la Cour à laquelle je fais déjà face (pour « avoir perturbé l'administration de la justice », « avoir malmené le gouvernement central, les gouvernements des Etats, l'appareil policier ainsi que le monde judiciaire » et pour « avoir manifesté une attitude revêche, impolie et grossière »), je puisse aussi être accusée d'avoir causé la mort du journaliste d'information perpétuellement indiqué de Times Now. J'ai pensé qu'il pourrait succomber à une attaque d'apoplexie en poignardant dans le vide tout en crachant mon nom, insinuant ma participation à une sombre cabale derrière l'activité « anti-nationale » en cours dans le pays. Selon lui, mon crime est d'avoir écrit sur la lutte pour la libération du Cachemire, d'avoir mis en question l'exécution de Mohammad Afzal Guru, d'avoir accompagné les guérilleros maoïstes (« terroriste » en langage télévisuel) dans les forêts du Bastar, d'avoir mis en lien leur révolte armée avec mes réserves à l'égard du modèle de « développement » choisi par l'Inde, *et* - après une pause sarcastique et persiflante - d'avoir été jusqu'à remettre en question les essais nucléaires du pays.

C'est vrai que mes opinions sur ces sujets sont en désaccord avec celles de l'establishment au pouvoir. En des jours meilleurs, on appelait cela un point de vue critique ou une vision alternative du monde. Aujourd'hui, en Inde, on appelle cela de la sédition.

A Delhi, étant d'une certaine manière à la merci de ce qui ressemble à un gouvernement élu démocratiquement devenu incontrôlable, je me suis demandé si je ne devrais pas revoir mes opinions. J'ai repensé, par exemple, à une conférence que j'ai donnée en 2004 au meeting annuel de la American Sociological Association juste avant les élections qui allaient opposer Bush et Kerry. J'y ai plaisanté en disant que le choix entre les démocrates et les républicains - ou leur équivalent en Inde, le Congrès et le Bharatiya Janata Party revenait à devoir choisir entre Tide et Ivory Snow, deux marques de poudre à lessiver détenue par la même société. Etant donné tout ce qui se passe, puis-je honnêtement continuer à penser cela.

Le Congrès et le BJP ne se distinguent pas beaucoup lorsqu'on évoque les pogroms contre les communautés non-hindoues, quand on en vient à détourner le regard alors que des Dalits se font massacrer ou qu'on s'assure que les leviers du pouvoir et les richesses restent dans les mains d'une petite minorité de castes dominantes. Le même constat peut se faire concernant la contrebande dans les réformes économiques néolibérales aux basques d'un conflit communaliste monté de toutes pièces ou de l'interdiction de livres (pour ce qui est horreurs constatées dans des endroits comme le Cachemire, le Nagaland et le Manipur, tous les partis parlementaires, y compris les deux principaux partis de gauche, sont unis dans leur immortalité).

Etant donné ce bilan, est-il important que les idéologies affirmées du Congrès et du BJP soient complètement différentes ? Quelque soit sa pratique, le Congrès dit qu'il croit en une démocratie laïque et libérale tandis que le BJP se moque de la laïcité et croit que l'Inde est essentiellement une « Hindu Rashtra » - une nation hindoue. L'hypocrisie, dans le style du Congrès, est un grave problème. C'est intelligent - cela brouille les cartes et nous laisse chercher à l'aveuglette. Cependant, déclarer fièrement son sectarisme, le mettre en lumière comme le fait le BJP est un défi à l'égard des fondations sociales, légales et morales sur lesquelles reposent (soi-disant) l'Inde moderne. Ce serait une erreur d'imaginer que

ce dont nous sommes témoins aujourd'hui est la routine habituelle entre des partis politiques meurtriers et sans scrupules.

Bien que l'idée de l'Inde en tant qu'Hindu Rashtra soit constamment imprégnée d'une aura d'ancienneté, il s'agit étonnamment d'une idée récente.

Ironiquement, elle a plus à voir avec la démocratie représentative qu'avec la religion. Par le passé, les gens qui se qualifient aujourd'hui d'Hindous ne s'identifiaient que par leur *jati*, leurs noms de caste. En tant que communauté, ils fonctionnaient comme une vague coalition de castes endogames organisée par une stricte hiérarchie (Même aujourd'hui, malgré tout le discours d'unité et de nationalisme, seuls 5% des mariages en Inde outrepassent les lignes de caste. Une transgression peut toujours valoir la décapitation aux jeunes gens). Puisque chaque caste pouvait dominer celles qui lui étaient inférieures, toutes sauf celles se situant tout en bas de la hiérarchie, étaient amenées à faire partie du système *Brahmanvaad* - Brahmanisme - est le terme traditionnellement utilisé par le mouvement anti-caste pour décrire cette taxinomie. Bien qu'il ait perdu en reconnaissance (et soit souvent utilisé par erreur pour ne parler que des pratiques et des croyances de Brahmanes en tant que caste) il s'agit en fait d'un terme plus correct que « Hindouisme » pour ces dispositions sociales et religieuses parce qu'il est aussi vieux que la caste elle-même et précède de plusieurs siècles l'idée d'Hindouisme.

C'est une affirmation explosive, donc laissez-moi m'abriter derrière Bhimrao Ambedkar : « La chose qui doit être reconnue en premier lieu » a-t-il écrit dans *Annihilation of Caste* en 1936, « est que la société hindoue est un mythe. Le terme hindou lui-même est un nom étranger. Il a été donné aux autochtones par les Mahométans *qui vivaient à l'est du fleuve Indus* dans le but de se distinguer ».

Par conséquent, comment et pourquoi les gens qui vivaient à l'est de l'Indus ont-ils commencé à s'appeler Hindous ? Vers la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, la politique de gouvernement représentatif (paradoxalement introduite dans sa colonie par le gouvernement impérial britannique) a commencé à remplacer la politique des empereurs et des rois. Les Britanniques ont tracé les frontières de l'état-nation moderne appelé Inde, divisé en circonscriptions électorales territoriales et ont introduit l'idée d'organes élus pour une autonomie locale. Petit à petit, les sujets sont devenus des citoyens, les citoyens sont devenus des électeurs, et les électeurs ont formé des circonscriptions qui étaient des assemblages de réseaux compliqués de vieilles et de nouvelles allégeances, alliances et loyautés. Alors même qu'elle voyait le jour, la nouvelle nation a commencé à lutter contre ses dirigeants. Mais il n'était plus question de renverser un dirigeant par les armes, et de prendre le trône. Les nouveaux dirigeants, quels qu'ils soient, devaient être des représentants légitimes du peuple. La politique de gouvernement représentatif a créé une nouvelle anxiété : qui pouvait légitimement prétendre représenter les aspirations de la lutte pour la liberté ? Quelle circonscription formerait la majorité ?

Ceci a marqué ce que nous appelons maintenant la politique des « banques de vote ». La démographie est devenue une obsession. Il est devenu impératif que les gens qui s'identifiaient auparavant uniquement par leurs noms de caste se groupent sous une seule bannière pour former une majorité. C'est alors qu'ils ont commencé à s'appeler Hindou. Il s'agissait d'une manière de réaliser une majorité politique à partir d'une société incroyablement diverse. « Hindou » était le nom d'une circonscription politique plus qu'une religion, qui pouvait se définir aussi clairement que les autres circonscriptions - Musulman, Sikh et Chrétien. Les nationalistes hindous, ainsi que le parti du Congrès officiellement « laïque » ont revendiqué le « vote hindou ».

C'est environ à ce moment-là qu'une contestation confuse s'est élevée autour des gens alors connus comme étant les « Intouchables » ou « Hors-caste ». Bien qu'à l'extérieur du système de caste, ils étaient également divisés en castes séparées avec une stricte hiérarchie. Pour commencer à comprendre le chaos politique que nous vivons maintenant et au centre duquel se trouve le suicide de l'étudiant Dalit Rohith Vemula, il est important de comprendre, au moins du point de vue conceptuel, cette contestation au tournant du siècle.

Au cours des siècles précédents, afin d'échapper au fléau de la caste, des millions d'Intouchables (je n'utilise ce mot que parce qu'Ambedkar l'utilise aussi) s'étaient convertis au Bouddhisme, à l'Islam, au

Sikhisme et à la Chrétienté. Autrefois, ces conversions n'étaient pas une cause d'anxiété pour les castes privilégiées. Cependant, quand la politique de la démographie a pris une place centrale, cette hémorragie est devenue une source d'inquiétude absolue. Les gens qui furent fuis et cruellement opprimés étaient maintenant considérés comme une population qui pouvait considérablement augmenter la circonscription hindoue. Ils devaient être courtisés et amenés dans le « pli hindou ». Ce fut le début de l'évangélisme hindou. Ce que nous connaissons aujourd'hui comme *ghar wapsi* ou « retour à la maison » était une cérémonie imaginée par les castes dominantes pour « purifier » les Intouchables et les Adivasis qu'ils considéraient comme étant « pollués ». L'idée était (et est) de persuader ces anciens autochtones qu'ils étaient autrefois Hindous et que l'Hindouisme est la religion indigène originale du sous-continent. Ce ne sont que les nationalistes hindous parmi les castes privilégiées qui ont essayé de politiquement inclure les Intouchables tout en continuant à valoriser les systèmes de caste. Leurs homologues du Congrès ont fait la même chose. Ce fut la raison de l'impasse légendaire entre Bhimrao Ambedkar et Mohandas Gandhi et cela reste la cause d'une sérieuse agitation en politique indienne. Même aujourd'hui, pour protéger proprement son idée d'une Hindou Rashtra, le BJP doit persuader une majorité de la population Dalit d'embrasser un credo qui les stigmatise et les humilie. Étonnamment, cela a marché et le BJP est même parvenu à attirer des militants dalits ambedkarites. C'est ce paradoxe qui a rendu le moment politique que nous vivons si incandescent, si hautement inflammable, et si imprévisible.

Depuis sa fondation en 1925, la Rashtriya Swayamsevak Sangh, cette holding du nationalisme hindou (et du BJP) s'est donnée pour tâche que d'innombrables castes, communautés, tribus, religions et groupes ethniques submergent leurs identités et s'alignent derrière la bannière de l'Hindou Rashtra. C'est un peu comme essayer de sculpter une gigantesque statue de pierre immuable de Bharat Mata - l'idéale Mother India de la droite hindoue - à partir d'une mer houleuse. Transformer l'eau en pierre peut ne pas être une ambition concrète, mais les longues années de tentatives de la RSS ont pollué la mer et ont mis sa faune et sa flore en danger de manière irrévocable. Cette idéologie dévastatrice - connue sous le nom de Hindutva et inspirée par des gens comme Benito Mussolini et Adolf Hitler - propose ouvertement des purges de style nazi des Indiens musulmans. Dans la doctrine de la RSS (théorisée par MS Golwalkar, le deuxième *sarsanghchalak* de l'organisation, ou dirigeant suprême), les trois ennemis principaux obstruant la voie vers la Hindu Rashtra sont les Musulmans, les Chrétiens et les Communistes. Et aujourd'hui, alors que la RSS court vers cet objectif, bien que ce qui se passe autour de nous puisse ressembler au chaos, tout se déroule en fait selon les règles.

Ces derniers temps, la RSS a délibérément commencé à réunir nationalisme et nationalisme hindou. Elle utilise les termes de façon interchangeable comme s'ils voulaient dire la même chose. Naturellement, elle choisit de dissimuler le fait qu'elle n'a joué absolument aucun rôle dans la lutte contre le colonialisme britannique. Alors que la RSS a laissé à d'autres le combat de la transformation d'une colonie britannique en une nation indépendante, elle a depuis lors travaillé bien plus dur que toute autre organisation politique ou culturelle pour que cette nation indépendante devienne une nation hindoue. Avant la fondation du BJP en 1980, le bras politique de la RSS était la Bharatiya Jan Sangh. Cependant, l'influence de la RSS est passée outre les lignes du parti. Dans le passé, sa présence indistincte fut même évidente dans certaines des activités les plus viles et violentes du Congrès. Aujourd'hui, l'organisation dispose d'un réseau de dizaines de milliers de *shakhas* (sections) et de centaines de milliers de travailleurs. Elle a son propre syndicat, ses propres institutions d'enseignement où sont endoctrinés des millions d'étudiants, sa propre organisation d'enseignants, une section de femmes, une division médias et publications, ses propres organisations consacrées au bien-être adivasi, ses propres missions médicales, sa propre triste écurie d'historiens (qui produisent leur propre version hallucinatoire de l'histoire) et bien sûr, sa propre armée de trolls sur les réseaux sociaux. Ses entreprises soeurs, le Bajrang Dal et le Vishwa Hindu Parishad fournissent les membres de groupes d'assaut qui effectuent des attaques organisées contre tous ceux dont les opinions sont perçues comme des menaces. Outre la création de ses propres organisations (qui, avec le BJP, forment la Sangh Parivar - la Famille Safran), la RSS a aussi patiemment oeuvré au placement de ses pièces dans les institutions politiques ; comités gouvernementaux, dans les universités, la bureaucratie et d'une manière décisive, dans les services de renseignement.

Il était joué d'avance que tout ce travail ardu et prévoyant allait payer un jour. Mais tout de même, il fallait de l'imagination et un caractère impitoyable pour aller aussi loin. La plupart d'entre nous

connaissent l'histoire, mais vu l'amnésie qui nous est imposée, il peut être utile de présenter une chronologie du présent récent. Qui sait, des choses paraissant déconnectées pourraient, observées rétrospectivement, être en fait connectées. Et vice versa. Donc pardonnez-moi si, en tentant de déchiffrer un modèle, j'examine un territoire familier.

Le voyage vers le pouvoir a commencé avec le mouvement Ram Janmabhoomi. En 1990, le dirigeant du BJP et membre de la RSS LK Advani a traversé tout le pays dans un rath (char) climatisé exhortant les « Hindous » à se soulever et à construire un temple sur le lieu de naissance sacré de Lord Ram. Il disait aux gens que le lieu de naissance se trouvait exactement au même endroit qu'une mosquée datant du 16ème siècle, le Babri Masjid, dans la ville de Ayodhya. En 1992, tout juste deux ans après son *rath yatra*, Advani a regardé une foule organisée transformer le Babri Masjid en un tas de décombres. S'en sont suivies des émeutes, des massacres et des explosions en série. Le pays était polarisé comme il ne l'avait plus été depuis la Partition. En 1998, le BJP (qui n'avait que deux sièges au parlement en 1984) avait formé un gouvernement de coalition au centre.

La première chose qu'a fait le BJP fut de réaliser un souhait de longue date de la RSS en menant une série de tests nucléaires. Trois fois interdite (après l'assassinat de Gandhi, durant l'état d'urgence et après la démolition du Babri Masjid), la RSS fut enfin en position de dicter la politique du gouvernement. Nous pouvons l'appeler l'Année de l'Ascension.

Il ne s'agissait pas des premiers essais nucléaires de l'Inde, mais cet exhibitionnisme de ceux de 1998 fut différent. C'était comme un rite de passage. La « bombe hindoue » devait annoncer l'arrivée imminente de la Hindu Rashtra. En quelques jours, le Pakistan (ayant déjà une longueur d'avance puisqu'il s'est déclaré république islamique en 1956) a fait étalage de sa « bombe musulmane ». Et maintenant, nous sommes coincés avec ces deux coqs frimeurs dotés de l'arme nucléaire, lesquels sont formés à se détester réciproquement et qui détiennent leurs populations minoritaires en otages alors qu'ils se singent l'un l'autre dans une épouvantable démonstration de majoritarisme et de chauvinisme religieux. Et ils ont le Cachemire à propos duquel se disputer.

Les tests nucléaires ont modifié le ton du discours public en Inde. Ils l'ont rendu vulgaire et, pourrait-on dire, ils l'ont armé. Dans les mois qui ont suivi, nous avons été nourris de force au nationalisme hindou. Puis, comme maintenant, des articles ont circulé prédisant l'émergence prochaine d'une puissante et conquérante Hindu Rashtra - et qu'une Inde renaissance allait « surgir au-dessus de ses anciens oppresseurs et les détruire complètement ». Aussi absurde que ce soit, la possession d'armes nucléaires a rendu ce type de pensées faisables. Cela a créé de telles *pensées*.

Il ne fallait pas être visionnaire pour voir ce qui allait se passer.

L'Année de l'Ascension, 1998, fut celle d'attaques épouvantables contre les Chrétiens (essentiellement Dalits et Adivasis), adversaires les plus vulnérables de l'Hindutva. Swami Aseemanand, dirigeant de l'aile religieuse du Vanvasi Kakyan Ashram, affilié à la RSS (qui allait faire la une des informations nationales en tant qu'accusé principal dans l'attaque à l'explosif contre le Samjhamta Express en 2007) fut envoyé dans le lointain district forestier de Dang, dans l'ouest du Gujarat pour y établir un quartier-général. La violence a commencé le soir de Noël. En une semaine, plus de 20 églises dans la région furent incendiées ou détruites par des foules de milliers de personnes dirigées par le Hindu Dharma Jagran Manch, une organisation affiliée aux Vishwa Hindu Parishad et Bajrang Dal. Rapidement, le district de Dang est devenu un centre majeur de ghar wapsi. Des dizaines de milliers d'Adivasis furent « renvoyés » à l'Hindouisme. La violence s'est répandue dans d'autres Etats.

Dans le district de Keonjhar dans l'Odisha, un missionnaire chrétien australien qui travaillait en Inde depuis 35 ans fut brûlé vif avec ses deux fils âgés de 6 et 10 ans. Dara Singh, activiste du Bajrang Bal était à la tête de l'attaque.

En avril 2000, le président américain Bill Clinton effectuait une visite officielle au Pakistan, à la suite de laquelle il devait se rendre à Delhi. Il s'était écoulé moins d'un an depuis la guerre dans le district de Kargil, Ladhak, où l'Inde avait repoussé l'armée pakistanaise après qu'elle ait, dans un mouvement agressif et provocateur, envoyé des soldats à travers la Ligne de Contrôle pour occuper un poste

stratégique. Le gouvernement indien tenait à ce que la communauté internationale reconnaisse que le Pakistan était un « Etat terroriste ». Le 20 avril, au cours de la nuit précédent l'arrivée attendue de Bill Clinton, 35 Sikhs furent abattus de sang froid à Chittisinghpura, un village du Sud du Cachemire. On disait que les tueurs étaient des militants basés au Pakistan déguisés en uniformes de l'armée indienne. C'était la première fois que des Sikhs étaient visés par des militants au Cachemire. Cinq jours plus tard, le Special Operation Group et les Rashtriya Rifles ont déclaré avoir fini par localiser et tuer cinq des militants. Les corps brûlés et défigurés des morts furent vêtus d'uniformes de l'armée propres et intacts. Il s'est avéré qu'ils étaient tous des villageois cachemiris locaux ayant été enlevés par l'armée et tués dans un combat factice.

En octobre 2001, quelques semaines après les attaques du 11 septembre aux Etats-Unis, le BJP a nommé Narendra Modi comme chef du gouvernement au Gujarat. A l'époque, Modi était plus ou moins inconnu. Sa principale référence politique était d'être un membre loyal et de longue date de la RSS.

Le matin du 13 décembre 2001, à Delhi, alors que le parlement indien tenait sa session d'hiver, une Ambassador blanche équipée d'un engin explosif dans laquelle se trouvaient cinq hommes armés a franchi les portes. Il semblerait qu'ils soient passés à travers le contrôle de sécurité grâce à un faux autocollant du ministère de l'Intérieur sur leur pare-brise, derrière lequel on pouvait lire :

L'INDE EST UN PAYS TRÈS MAUVAIS ET NOUS DÉTESTONS L'INDE ET NOUS VOULONS DÉTRUIRE L'INDE ET AVEC LA GRÂCE DE DIEU NOUS LE FERONS DIEU EST AVEC NOUS ET NOUS FERONS DE NOTRE MIEUX CES EDIET WAJPEI ET ADVANI NOUS LES TUERONS ILS ONT TUÉ DE NOMBREUX INNOCENTS ET CE SONT DE TRÈS MAUVAISES PERSONNES LEUR FRÈRE BUSH EST AUSSI UNE TRÈS MAUVAISE PERSONNE IL SERA PROCHAINE CIBLE IL EST AUSSI L'ASSASSIN D'INNOCENTS IL DOIT MOURIR ET NOUS LE FERONS.

Lorsque les hommes furent finalement interpellés, ils ont sauté hors de la voiture et ont ouvert le feu. Dans la fusillade qui s'en est suivi, tous les assaillants, huit membres de la sécurité et un jardinier furent tués. Le premier ministre de l'époque AB Vajpayee (également membre de la RSS) avait exprimé son inquiétude d'une possible attaque contre le parlement juste la veille. LK Advani, qui était alors ministre de l'Intérieur, a comparé l'assaut aux attaques du 11 septembre. Il a dit que « les hommes ressemblaient à des Pakistanais ». Quatorze ans plus tard, nous ne savons toujours pas qui ils étaient vraiment. Ils doivent encore être correctement identifiés.

Quelques jours après, le 16 décembre, la Special Cell de la police de Delhi a annoncé avoir résolu l'affaire. Selon elle, l'attaque était une opération conjointe de deux groupes terroristes basés au Pakistan, Lashkar-e-Taiba et Jaish-e-Mohammad. Trois Cachemiris, SAR Geelani, Shaukat Hussain Guru et Mohammed Afzal Guru furent arrêtés. La femme de Shaukat fut aussi arrêtée. La Special Cell a dit aux médias que le cerveau du côté indien était Geelani, un jeune professeur d'arabe à la Delhi University (Il fut plus tard acquitté par les tribunaux). Le 21 décembre, sur base de ces renseignements, le gouvernement indien a suspendu les communications aériennes, ferroviaires et de bus avec le Pakistan, a interdit les survols de l'espace aérien et a rappelé son ambassadeur. Plus d'un demi million de soldats furent déplacés vers la frontière où ils sont restés en alerte supérieure pendant plusieurs mois. Les ambassades étrangères ont publié des conseils de voyage destinés à leurs citoyens et ont évacué leur staff, redoutant une guerre qui pouvait devenir nucléaire.

Le 27 février 2002, alors que les soldats indiens et pakistanais se zientaient à la frontière et que la polarisation communaliste était à son comble, 48 *kar sevaks* - pèlerins hindous - rentrant chez eux depuis Ayodhya furent brûlés vifs dans leur wagon juste à l'extérieur de la gare de Godhra, dans le Gujarat. La police du Gujarat a dit que le wagon avait été la cible d'une bombe incendiaire lancée depuis l'extérieur à l'initiative d'une foule de Musulmans locaux en colère. (Plus tard, un rapport du State Forensic Lab a démontré que ce n'était pas le cas). LK Advani a dit que des « éléments extérieurs » pourraient aussi être impliqués. Les corps des *kar sevaks*, brûlés à en être méconnaissables, furent transportés à Ahmedabad pour que le public leur rende hommage.

Ce qui s'est passé ensuite est bien connu (Et aussi bien oublié parce que les fanatiques d'hier nous sont

vendus comme les modérés d'aujourd'hui). Donc brièvement : en février et mars 2002, le Gujarat a brûlé tandis que la police laissait faire. Dans les villes et les villages, des foules Hindutva organisées assassinaient les musulmans en plein jour. Les femmes étaient violées et brûlées vives. Les nourrissons étaient passés au fil de l'épée. Les hommes étaient démembrés. Des localités entières furent incendiées. Des dizaines de milliers de musulmans furent déplacés dans des camps de réfugiés. Les assassinats se sont poursuivis pendant plusieurs semaines.

Il y a déjà eu des pogroms en Inde auparavant, tout aussi haineux, tout aussi impardonnables dans lesquels le nombre de personnes tuées fut bien plus grand : le massacre des musulmans à Nellie, Assam, en 1983, sous un gouvernement d'état dirigé par le Congrès (les estimations du nombre de tués varient de 2000, officiellement, à plus du double officieusement) ; le massacre de près de 3000 sikhs suite à l'assassinat d'Indira Gandhi en 1984 par des foules dirigées par le Congrès à Delhi (que Rajiv Gandhi, qui alors allait devenir premier ministre, a justifié en disant : « Quand un grand arbre tombe, la terre tremble ») ; le massacre, en 1993, de centaines de musulmans par la Shiv Sena à Mumbai après la démolition de la Babri Masjid. Au cours de ces pogroms aussi, les tueurs furent protégés et reçurent une totale impunité.

Le massacre du Gujarat s'est déroulé 2002, à l'ère des mass-medias. Ses bases idéologiques furent présentées sur un ton agressif, et le massacre fut justifié d'une façon qui marquait un changement de direction par rapport au passé. C'était une perpétuation mais aussi un commencement. Nous, le public, avons été averti en termes non équivoques. Ce fut la fin de l'ère de la dissimulation.

Le pogrom du Gujarat concordait bien avec le climat international d'islamophobie. La guerre contre le terrorisme avait été déclarée. L'Afghanistan avait été bombardé. L'Irak était déjà dans le collimateur. Quelques mois après le massacre, de nouvelles élections furent annoncées au Gujarat. Modi a gagné haut la main. Quelques années après son entrée en fonction, certaines personnes impliquées dans le pogrom de 2002 furent filmées en train de se vanter de comment elles avaient massacré, brûlé et poignardé des gens à mort. La séquence fut diffusée sur les chaînes d'informations nationales. Cela n'a fait qu'accroître la popularité de Modi dans l'état où il a aussi remporté les deux élections suivantes, obtenant en cours de route le soutien de plusieurs dirigeants d'importantes sociétés. Il y est resté chef du gouvernement pendant douze ans.

Alors que Modi devenait de plus en plus fort, son parti faiblissait au centre. Sa campagne « India Shining » pour les élections de 2004 fut accueillie comme une blague cruelle par la population. Le Congrès a fait un remarquable comeback. Le BJP est resté en dehors du pouvoir au centre durant les dix années suivantes.

La RSS s'est révélée être une organisation s'épanouissant face à l'adversité. Le climat était, comme qui dirait, « vicié ». Entre 2003 and 2009, une série d'attaques à l'explosif et de frappes terroristes contre des trains, des bus, des places de marchés, des mosquées et des temples par ce que l'on pensait être des groupes terroristes islamistes ont tué des dizaines d'innocents. Les pires furent les attaques de Mumbai en 2008, au cours desquelles des militants de Lashkar-e-Taiba venant du Pakistan ont tué 164 personnes et en ont blessé plus de 300.

Toutes les attaques n'étaient pas ce que l'on prétendait qu'elles étaient. Ce qui suit est juste un échantillonnage, une liste incomplète de certains de ces événements. Le 15 juin 2004, une jeune femme du nom de Ishrat Jahan et trois hommes musulmans furent abattus par la police du Gujarat, celle-ci affirmant qu'il s'agissait d'agents de Lashkar-e-Taiba en mission pour assassiner Modi. Depuis, le Central Bureau of Investigation a déclaré que le « combat » avait été mis en scène et que les quatre victimes avaient été capturées et puis tuées de sang froid. Le 23 novembre 2005, un couple de musulmans, Sohrabuddin Sheikh et son épouse, Kamsar Bi, furent emmenés hors d'un bus public par la police du Gujarat. Trois jours plus tard, on a annoncé la mort de Sheikh dans un « combat » à Ahmedabad. La police a dit qu'il travaillait pour Lashkar-e-Taiba et qu'ils le soupçonnaient d'être en mission pour assassiner Modi. Kamsar Bi fut tuée deux jours plus tard. Un témoin de la mort de Sheikh, Tulsiram Prajapati, fut abattu un an plus tard dans un « combat » avec la police. Plusieurs officiers supérieurs de la police du Gujarat sont poursuivis pour ces assassinats (L'un d'entre eux, PP Pandey, vient juste d'être nommé directeur général de la police du Gujarat). Le 18 février 2007, le Samjhamta Express, un « train de

l'amitié » reliant deux fois par semaine Delhi à Attari au Pakistan fut attaqué à l'explosif tuant 68 personnes, la plupart pakistanaïses. En septembre 2008, trois bombes se sont déclenchées dans les villes de Malegaon et Modassa. Plusieurs des personnes arrêtées dans le cadre de ces affaires, dont Swami Aseemanand du Vanvasi Kakyan Ashram étaient des membres de la RSS (Hemant Karkare, l'officier de police qui dirigeait la Maharashtra Anti-Terrorism Squad menant l'enquête fut tué en 2008 durant les attaques de Mumbai. Pour l'histoire dans l'histoire, lisez *Who killed Karkare ?* de SM Mushrif, un inspecteur général de la police du Maharashtra à la retraite.

Les assauts contre les chrétiens ont aussi continué. Le plus violent d'entre eux a eu lieu à Kandhamal, Odisha, en 2008. 90 chrétiens (tous Dalits) furent assassinés et plus de 50000 personnes furent déplacées. Tragiquement, les foules qui les ont attaqués étaient formées d'Adivasis nouvellement « hindouisés » venant d'être contraints dans les milices d'autodéfense de la Sangh Parivar. Les chrétiens de Kandhamal continuent à vivre sous la menace, et la plupart d'entre eux ne peuvent pas rentrer chez eux. Dans d'autres Etats aussi, comme le Chhattisgarh et le Jharkhand, les chrétiens sont constamment en danger.

En 2013, le BJP a annoncé que Modi serait son candidat au poste de premier ministre aux élections de 2014. Durant sa campagne, on lui a demandé s'il regrettait ce qui s'était déroulé durant son mandat au Gujarat en 2002. « Si on conduit une voiture, on est le conducteur et si quelqu'un d'autre conduit la voiture et qu'on est assis derrière », a-t-il dit à un journaliste de Reuters, « même alors, si un chiot passe sous la roue, est-ce que ce sera douloureux ou pas ? Bien sûr que ça l'est. Que je sois chef du gouvernement ou pas, je suis un être humain. Si quelque chose de mal se passe quelque part, il est naturel d'être triste ».

Les médias ont consciencieusement rangé le pogrom du Gujarat comme étant une information désuète. La campagne s'est bien passée. Modi fut autorisé à se réinventer comme étant l'architecte du « Gujarat Model » - soi-disant un exemple de développement économique dynamique. Il est devenu le candidat préféré du monde des entreprises - l'incarnation des aspirations de la nouvelle Inde, l'architecte d'un miracle économique dont on attend qu'il se produise. Son élection a fait sauter la banque, coûtant 115 millions de dollars, selon la commission électorale.

Mais derrière le bombardement publicitaire et les dioramas en 3D, les choses n'avaient pas réellement changé tant que ça. Dans le district de Muzaffarnagar, en Uttar Pradesh, la version éprouvée du véritable « Gujarat Model » fut relancé comme stratégie électorale. La technologie a joué un rôle (Ceci allait devenir un thème récurrent). Cela a commencé avec une altercation à propos de ce qui était à l'époque appelé « love-jihad » - une notion jouant directement dans cette vieille anxiété à propos de la démographie. On disait aux Hindous que la campagne musulmane « love-jihad » impliquait de prendre des filles hindoues au piège sur le plan sentimental et de les persuader de se convertir à l'Islam. En août 2013, un garçon musulman accusé d'avoir allumé une fille hindoue fut assassiné par deux Jats. Deux Jats furent tués en représailles. La vidéo d'une foule visiblement musulman battant un homme à mort a commencé à circuler sur Facebook et d'autres réseaux de téléphones portables. En réalité, l'incident avait eu lieu à Sialkot au Pakistan. Mais on a fait courir le bruit que la vidéo montrait un incident local dans lequel des musulmans avaient battu un garçon hindou à mort. Provoqués par la vidéo, des fermiers Jats hindous armés d'épées et de fusils ont attaqué les musulmans locaux avec qu'ils vivaient et travaillaient depuis des siècles. Entre août et septembre 2013, selon les estimations officielles, 62 personnes ont été tuées - 42 musulmans et 20 hindous.

Les estimations non officielles font monter le nombre de musulmans tués à plus de 200. Des dizaines de milliers de musulmans furent contraints de quitter leurs terres et de s'installer dans des camps de réfugiés. Et bien sûr, de nombreuses femmes furent violées.

En avril 2014, juste avant les élections générales, Amit Shah, à l'époque secrétaire général du BJP et maintenant président du parti (il avait été arrêté dans l'affaire Sohrabuddin Sheikh mais fut acquitté par un tribunal spécial) a pris la parole dans un meeting de Jats dans un district bordant le Muzaffarnagar. « En Uttar Pradesh, tout spécialement dans l'Ouest de l'Etat, ce sont des élections pour l'honneur », a-t-il dit « ce sont des élections pour prendre une revanche sur l'insulte. Ce sont des élections pour donner une

leçon à ceux qui ont commis une injustice ». Une fois encore, la stratégie a payé. Le BJP a remporté l'Uttar Pradesh - l'Etat ayant la plus grande part de sièges au parlement.

Au milieu de tout ceci, le grand nombre de lois authentiquement progressistes que le gouvernement du Congrès a fait passer - telles que le Right to Information Act et le National Rural Employment Guarantee Act qui ont amené un minimum de vrai soulagement aux plus pauvres des pauvres - semblaient ne compter pour rien. Après dix années hors du pouvoir au centre, le BJP l'a emporté avec une écrasante majorité. Narendra Modi est devenu le premier ministre de la plus grande démocratie du monde. Durant la campagne électorale dans laquelle l'image était tout, il a voyagé d'Ahmedabad à Delhi pour aller prêter serment dans un jet privé appartenant au Adani Group. La victoire était tellement décisive, les célébrations si agressives que l'instauration du Hindu Rashtra ne semblait pas loin.

L'ascension de Modi vers le pouvoir est arrivée à un moment où une grande partie du reste du monde tombait dans le chaos. Il y avait la guerre civile en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Somalie, au Sud-Soudan et en Syrie. Le printemps arabe avait eu lieu et avait été récupéré. L'ISIS, la progéniture macabre de la guerre contre le terrorisme, qui donne même l'impression que les Talibans et Al-Qaida sont des modérés, était en hausse. La crise européenne des réfugiés avait commencé même si elle n'avait pas encore atteint son plus haut niveau. Le Pakistan avait de sérieux ennuis. En revanche, l'Inde ressemblait à une démocratie chaleureuse, douce, turbulente, style Bollywood et favorable au marché qui *fonctionne*. Mais ça, c'était la vision de l'extérieur.

Dès qu'il fut assermenté, le nouveau premier ministre a commencé à faire étalage du type de paranoïa dont on peut s'attendre d'un homme qui sait qu'il a de nombreux ennemis et qui ne fait pas confiance à sa propre organisation. Sa première mesure fut de déresponsabiliser et de licencier une faction au sein du BJP dirigée par Advani qu'il considérait maintenant comme une menace. Il a usurpé une bonne partie du pouvoir décisionnaire dans le gouvernement et s'est ensuite mis en route pour un étourdissant tour du monde (qui n'est pas encore terminé) avec quelques arrêts au stand en Inde. L'organisation qui avait guidé Modi et n'apprécie pas l'auto-glorification a rapidement été éclipsée par son ambition personnelle et son désir d'être perçu comme un dirigeant mondial. En janvier 2015, il a accueilli le président américain Barak Obama dans un costume valant plus d'un million de roupies et où son nom avait été tissé dans les rayures :

arendradamodardasmodinarendramodardasmodi. Voilà un homme clairement amoureux de lui-même - plus simplement une abeille ouvrière, plus simplement un humble serviteur. On a commencé à avoir l'impression que les échelles qui avaient été utilisées pour grimper dans les nuages étaient repoussées du pied.

Le costume ModiModi fut finalement vendu aux enchères et acheté par un admirateur pour 43 millions de roupies. En attendant, il est devenu le délice des caricaturistes et la cible d'un humour sérieusement tapageur sur les réseaux sociaux. Pour la première fois, on se moquait d'un homme qui avait été craint. Un mois après la défaillance de sa garde-robe, Modi fut confronté à son premier choc majeur. Au cours des élections locales de Delhi en février 2015, même s'il avait fait campagne inlassablement, le jeune Aam Aadmi Party a remporté 67 des 70 sièges. Ce fut les premières élections perdues par Modi depuis 2002. Tout à coup, le nouveau dirigeant a commencé à avoir l'air fragile et peu sûr de lui.

Néanmoins, dans le reste du pays, les voyous et les assassins, certains du soutien politique des gens qu'ils avaient amenés au pouvoir, ont continué leurs affaires sanglantes. En février 2015, Govind Pansare, écrivain et membre important du Communist Party of India, fut abattu à Kolhapur dans le Maharashtra. Le 30 août 2015, MM Kalburgi, un étudiant rationaliste bien connu fut assassiné à l'extérieur de sa maison à Dharwad, dans le Karnakata. Les deux hommes avaient été menacés plusieurs fois par des organisations hindoues extrémistes de droite qui leur avait dit d'arrêter d'écrire.

En septembre 2015, une foule s'est rassemblée devant la maison d'une famille musulmane à Dadri, un village à proximité de Delhi, affirmant qu'ils avaient mangé du boeuf (en violation de l'interdiction d'abattre les vaches qui avait été imposée en Uttar Pradesh ainsi que dans d'autres Etats). La famille a nié. La foule a refusé de les croire. Mohammad Akhlaq fut extrait de sa maison et matraqué à mort. Les



voyous du nouveau commandement n'éprouvaient aucun remords. Après le meurtre, lorsque les apparatchiks de la Sangh Parivar ont parlé à la presse d' « abattage illégal », ils parlaient de la vache imaginaire. Quand ils ont parlé de « récolter des preuves pour un examen médico-légal », ils parlaient de la nourriture du frigo familial, pas du corps de l'homme lynché. Il s'est avéré que la viande saisie dans la maison d'Akhlaq n'était finalement pas du boeuf. Et alors ?

Pendant plusieurs jours après cela, le premier ministre amateur de Twitter n'a rien dit. Sous pression, il a publié un faible et pâle avertissement. Depuis lors, de semblables rumeurs ont entraîné le tabassage à mort et même la pendaison d'autres personnes. Leurs bourreaux étant assurés d'une totale impunité, les musulmans savent maintenant que même une escarmouche mineure peut susciter un massacre de grande envergure. On attend de toute une population qu'elle se voûte et vive dans la peur. Et cela, comme nous le savons, n'est pas une proposition faisable. Nous parlons d'environ 170 millions de personnes.

Puis, assez soudainement, juste quand l'espoir baissait, quelque chose d'extraordinaire a commencé à se passer. Malgré, ou peut-être à cause du fait que l'écrasante majorité du BJP au parlement avait réduit l'opposition à rien, un nouveau type d'opposition s'est fait connaître. Des gens ordinaires ont commencé à être gêné par ce qui se passait. Le sentiment s'est rapidement durci en une résistance opiniâtre. En protestation contre le lynchage d'Akhlaq et des meurtres de Kalhburgi et de Pansare, ainsi que de celui du rationaliste et écrivain Narendra Dabhokar assassiné à Pune en 2013, un par un, plusieurs écrivains et réalisateurs renommés ont commencé à rendre les diverses récompenses nationales qu'ils avaient reçu. A la fin de l'année 2015, des dizaines d'entre eux l'avaient fait. La restitution des récompenses - qui a finie par être connue sous le nom de award-wapsi, référence ironique à ghar-wapsi - était un geste imprévu, spontané et pourtant profondément politique de la part d'artistes et d'intellectuels qui n'appartenaient à aucun groupe particulier ni ne partageaient aucune idéologie particulière ni même n'étaient d'accord les uns avec les autres à propos de la plupart des sujets. C'était puissant et sans précédent et cela n'a probablement aucun parallèle dans l'histoire. C'était de la politique au hasard.

L'award-rapsi fut largement rapporté par la presse internationale. Cela a mis en rage le gouvernement précisément parce que c'était spontané et ne pouvait pas être poussé dans ses derniers retranchements comme n'importe quel type de complot. Comme si cela ne suffisait pas, environ au même moment, en novembre 2015, le BJP a subi une autre lourde défaite électorale. Cette fois, c'était dans l'Etat du Bihar face à deux politiciens rusés de la vieille école - Nitish Kumar et Lalu Prasad Yadav. Lalu est un vaillant adversaire de la Sangh Parivar. Déjà en 1990, il fut l'un des rares politiciens à avoir le courage d'arrêter Advani alors que le rath yatra traversait le Bihar. La perte des élections dans cet Etat fut une humiliation tant personnelle que politique pour Modi, qui y avait mené campagne pendant des semaines. Le BJP n'a pas manqué d'insinuer une complicité entre ses adversaires et les intellectuels « anti-nationaux ».

Tel un parti qui peut produire des trolls en masse mais a des difficultés à produire un seul véritable penseur, cet échec humiliant a aiguisé son hostilité instinctive à l'égard de l'activité intellectuelle. Nos dirigeants actuels ne souhaitent pas juste réprimer la différence d'opinion. Ils voulaient réprimer la pensée - l'intelligence elle-même. Comme on pouvait s'y attendre les premières cibles de l'attaque contre notre QI collectif furent certaines des meilleures universités indiennes.

Les premiers signes d'ennui sont survenus quand, en mai 2015, l'administration du Indian Institute of Technology de Chennai a « dé-reconnu » une organisation estudiantine du nom de Ambedkar-Periyar Study Circle (APSC). Ses membres sont des ambedkarites dalits ayant une critique incisive de la politique de l'Hindutva mais également de l'économie néolibérale et des rapides corporatisation et privatisation plaçant l'éducation hors de portée des pauvres. L'ordre d'interdiction du APSC l'accusait d'essayer de « dé-aligner » les étudiants dalits et adivasis pour les faire protester contre le gouvernement central » et créer une haine contre « le premier ministre et les Hindous ». Pourquoi une minuscule organisation d'étudiants regroupant seulement deux douzaines de membres pouvait-elle être une telle menace ? Parce qu'en faisant des liens entre la caste, le capitalisme et le communalisme, l'APSC s'égarait en territoire interdit - le type de territoire dans lequel l'activiste anti-apartheid sud-africain Steve Biko et le dirigeant américain pour les droits civils Martin Luther King se sont égarés et l'ont payé de leur vie. La dé-reconnaissance a entraîné des manifestations publiques et fut rapidement révoquée même si l'APSC

continue à être harcelé et que son activité demeure sérieusement entravée.

Le conflit suivant s'est déroulé à l'école de cinéma la plus connue d'Inde, le Film and Television Institute of India (FTII) à Pune, où des potes du BJP et de la RSS furent nommés au comité directeur de l'institut. Parmi ces « personnes éminentes », l'un était jusque récemment le président du Akhil Bharatiya Kidyarthi Parishad (ABVP) dans l'Etat, l'aile estudiantine de la RSS. Un autre était le réalisateur d'un documentaire intitulé *Narendra Modi : A Tale of Extraordinary Leadership*. Un acteur du nom de Gajendra Chauhan fut nommé président du comité. Sa performance pire que médiocre en Yudishthira dans une version télévisée du Mahabharata, outre sa loyauté envers le BJP, constituait ses références pour le poste (Concernant sa carrière d'acteur, au moins on en dit au mieux c'est, vous pouvez le trouver sur YouTube).

Les étudiants se sont mis en grève, exigeant de savoir sur quelle base un président sans qualification pour le job pouvait leur être imposé. Ils demandaient que Chauhan soit écarté de son poste. Leur crainte était qu'en remplissant le comité de ses acolytes, le gouvernement ne lance un coup, préparant (pour la xième fois) la privatisation du FTII et ne le transforme en une autre institution exclusivement destinée aux riches et aux privilégiés. La grève a duré durant 140 jours. Les étudiants furent attaqués par des activistes Hindutva extérieurs au campus, mais étaient soutenus par les syndicats, des groupes de la société civile, des réalisateurs, des artistes, des intellectuels et des étudiants de tout le pays. Le gouvernement a refusé de revenir sur sa position. La grève fut finalement interrompue mais les troubles se sont juste déplacés dans une arène plus grande.

Cela fait plusieurs années maintenant que la University of Hyderabad (UOH) est un lieu de tension, particulièrement autour de la politique dalit. Parmi les nombreux groupes d'étudiants actifs sur le campus, il y a la Ambedkar Students Association (ASA). En tant que formation d'ambedkarites, comme l'ASPC à Chennai, l'ASA pose des questions profondes et gênantes. Pour d'évidentes raisons, son principal adversaire sur le campus est l'ABVP, qui apparaît comme les yeux et les oreilles de la RSS et son agent provocateur sur presque tous les campus du pays. Quand en août, l'ASA, citant l'avis d'Ambedkar sur la peine capitale a élevé des protestations contre la pendaison de Yakub Menon - reconnu coupable des explosions en série de 1993 à Mumbai ayant suivi le pogrom mené par la Shiv Sena contre les musulmans, l'ABVP l'a qualifiée de « anti-nationale ». Suite à une confrontation frontale entre les deux groupes sur le film documentaire *Muzaffarnagar Baaqi Hain* (Muzaffarnagar est toujours debout) diffusé par l'ASA sur le campus, cinq étudiants - tous Dalits et tous membres de l'ASA - furent suspendus et renvoyés de leur foyer. De jeunes Dalits tendant la main à la communauté musulmane n'allait pas être autorisé par la Sang Parivar si elle pouvait l'empêcher.

Il s'agissait d'étudiants de première génération dont les parents avaient travaillé dur toute leur vie pour rassembler assez d'argent pour que leurs enfants soient scolarisés. Il est difficile pour des gens de la classe moyenne pour qui l'éducation des enfants et une évidence d'imaginer ce que cela signifie d'avoir un espoir si méticuleusement cultivé se voir si cyniquement mourir.

Un des cinq étudiants suspendus s'appelait Rohith Vemula, doctorant. Sa mère était une pauvre femme célibataire et il n'avait aucun moyen de subsister sans sa bourse. Réduit au désespoir, il s'est pendu le 18 janvier 2016. Derrière lui, il a laissé une note d'une si extraordinaire puissance et si poignante - comme doit l'être la grande littérature - ses mots ont mis le feu à une poudrière de fureur accumulée. Rohith a écrit :

J'ai toujours voulu être écrivain. Un écrivain scientifique, comme Carl Sagan.

J'adorais les sciences, les étoiles, la nature. Et puis j'ai adoré les gens, sans savoir que les gens ont depuis longtemps divorcé de la nature. Nos sentiments sont bradés. Notre amour est construit. Nos croyances sont colorées. Notre originalité est pertinente à travers un art artificiel. Il est devenu véritablement difficile d'aimer sans se faire blesser.

La valeur d'un homme a été réduite à son identité immédiate et à son plus proche potentiel. A un vote. A un chiffre. A une chose. L'homme n'a jamais été traité en tant qu'esprit. En tant qu'élément glorieux fait de poussière d'étoile. Dans tous les domaines, les études, les rues, en politique, dans la vie et dans la mort.

J'écris ce genre de lettre pour la première fois. Mais première fois d'une lettre définitive. Pardonnez-moi si je ne parviens pas à me faire comprendre. Peut-être me suis-je trompé, pendant tout ce temps, dans ma compréhension du monde. Dans ma compréhension de l'amour, de la souffrance, de la vie et de la mort... Mais naissance est mon accident fatal. Je ne pourrai jamais me remettre de la solitude de mon enfance. De l'enfant incompris de mon passé.

Imaginez ceci. Nous vivons dans un monde qui a éviscéré un homme comme Rohith Vemula et l'a traité comme un Intouchable. Une culture qui l'a rabattu et qui a fait s'anéantir un esprit comme le sien. Rohith était un Dalit, un ambedkarite, un marxiste (qui était déçu par la gauche indienne), un étudiant en sciences, un écrivain en herbe, et un activiste politique chevronné. Mais au-delà de toutes ces identités, il était comme nous tous, un être humain unique avec une série unique de joies et de peines. Il se peut que nous ne sachions jamais quelle fut la dernière tristesse secrète l'ayant poussé à se prendre la vie. Et peut-être est-ce tant mieux. Nous devons nous débrouiller avec sa lettre d'adieu.

Ce qui rend cela révolutionnaire peut ne pas être immédiatement évident. Malgré tout ce qu'on lui a fait, cette lettre est remplie de chagrin mais pas de victimisation. Bien que tout ce que nous sachions sur lui nous dit qu'il s'acharnait pour son identité et sa politique, il refuse de se mettre dans une case et de se définir selon les étiquettes que d'autres lui ont donné. Supportant le poids d'une oppression et d'un conditionnement culturel vieux de plusieurs siècles, Rohith se donne - arraché pour lui-même - le droit d'être magnifique, de rêver à être de la poussière d'étoiles, d'être aimé d'égal à égal comme devraient l'être tous les hommes et les femmes.

Rohith n'est que le dernier des nombreux étudiants dalits à se donner la mort tous les ans. Son histoire a résonné pour des milliers de Dalits dans les universités de tout le pays - étudiants traumatisés par les horreurs médiévales du système de caste et par la ségrégation, la discrimination et l'injustice qui les suit dans les campus universitaires les plus modernes, dans les premières écoles d'ingénieurs et de médecine d'Inde, dans leurs foyers, cantines et salles de lecture. (Environ la moitié des étudiants dalits abandonnent l'école avant d'être diplômés du secondaire. Moins de 3% de la population dalit est diplômée universitaire) Ils ont vu le suicide de Rohith Vemula pour ce que c'était - une forme de meurtre institutionnel. Son suicide - et il faut le dire, la puissance de sa prose - a interrompu les gens, les a fait réfléchir et se révolter contre l'arrangement criminel qu'est le système de caste, cet ancien moteur qui continue à faire fonctionner la société indienne moderne.

La fureur autour du suicide de Vemula était, et est, un moment insurrectionnel pour une vision politique radicale jusqu'ici marginalisée. Des ambedkarites, des marxistes ambedkarites, et une coalition de partis de gauche et de mouvements sociaux ont manifesté ensemble. Conscient du fait que si on permettait que cette configuration se consolide, elle pourrait devenir une sérieuse menace, le BJP a agi pour la désamorcer. Sa réaction maladroite et scandaleuse - prétendre que Rohith Vemula n'était pas un Dalit - s'est gravement retournée contre le parti et l'a poussé dans ce qui ressemblait - et pourrait toujours s'avérer être - une chute verticale.

L'attention devait être détournée. Une autre crise était requise de manière urgente. Les viseurs ont virevolté. La cible avait déjà été identifiée précédemment.

La Jawaharlal Nehru University (JNU) connue depuis longtemps comme « bastion de la gauche » était le centre d'une histoire qui avait fait la couverture, en novembre 2015, de *Panchajanya*, l'hebdomadaire de la RSS. Elle décrivait la JNU comme un repère de Naxalites, un « énorme bloc anti-national dont le but est de désintégrer l'Inde ». Les Naxalites sont un problème de longue date pour la Sangh Parivar - Ennemi Numéro Trois dans sa doctrine. Mais elle avait apparemment maintenant un autre problème plus inquiétant.

Depuis ces dernières années, les étudiants ayant des origines défavorisées - Dalits, Adivasis et les nombreuses sous castes et castes de la vaste catégorie des Other Backward Classes (OBC) autrefois appelées *Shudras*, forment presque la moitié du corps estudiantin alors qu'ils étaient auparavant une

petite minorité. Cela a radicalement changé la politique du campus. Ce qui ennuie plus la Parivar que la présence de la gauche sur le campus de la JNU, peut-être, sont les nouvelles voix de cette section d'étudiants. Ils sont pour la plupart des partisans d'Ambedkar, du héros adivasi Birsa Munda qui a combattu les Britanniques et est mort en prison en 1900, et du réformateur et penseur radical Jyotirao Phule qui était un Shudra et s'était lui-même qualifié de *mali*, jardinier. Phule a renié, en fait dénoncé, l'Hindouisme - de la manière la plus incisive dans son célèbre livre *Gulamgiri* (Esclavage) publié en 1873. Dans beaucoup de ses écrits et de sa poésie, Phule déconstruit les mythes hindous pour montrer qu'il s'agit de véritables histoires fondées dans l'histoire et comment elles glorifient l'idée d'une conquête aryenne de la culture indigène dravidienne. Phule écrit comment les Dravidiens furent diabolisés et transformés en *asuras* alors que les Aryens victorieux étaient exaltés et qualifiés de divinités. En réalité, il construit l'Hindouisme comme un récit colonial.

En 2012, une organisation d'étudiants dalits et OBC de la JNU a commencé à célébrer ce qu'elle appelle le Mahishasur Martyrdom Day. Les Hindous croient que Mahishasur est une entité mythique mi-humaine mi-démon vaincue dans une bataille avec la déesse Durga - une victoire célébrée chaque année durant le Durga Puja. Ces jeunes intellectuels disent eux que Mahishasur était en fait un roi dravidien, chéri par les tribus Asur, Santhal, Gond et Bhil au Bengale occidental et au Jharkhand, ainsi que par d'autres. Les étudiants ont décidé de pleurer le jour où Mahishasur est mort en martyr et non le fêter. Un autre groupe, qui s'était donné pour nom « Les nouveaux matérialistes », a commencé à organiser un « festival de nourriture gratuite » à la date du Mahishasur Martyrdom Day au cours duquel ils servaient du boeuf et du porc, disant qu'il s'agissait des aliments traditionnels des castes et tribus opprimés de l'Inde.

Les OBC forment la majorité de la population de l'Inde, et sont d'une importance vitale pour chaque gros parti politique. C'est pour cette raison que lors de sa campagne électorale en 2014, Modi s'est donné du mal pour mettre en avant le fait qu'il était un OBC (La plupart des gens pensent que « Modi » est un nom de famille bania). Les castes dominantes ont traditionnellement utilisé les OBC comme hommes de main pour tenir le cap face aux Dalits (tout comme les Dalits furent utilisés comme fantassins dans les attaques contre les Musulmans et les Adivasis dressés contre les Dalits - comme ce fut le cas à Kandhamal en 2008). Ces signes d'une section des OBC faisant bande à part de l'hindouisme ont déclenché le système d'alerte précoce extrêmement vigilant de la RSS.

Si cela ne faisait pas assez de problèmes, une timide conversation (ou peut-être juste une discussion qui préluait à une conversation) avait débuté entre de jeunes communistes - qui semblaient avoir commencé à comprendre les erreurs passées des grands partis communistes indiens - et les partisans de Birsa Munda, Ambedkar et Phule. Ces groupes ont une histoire délicate et avaient toutes les raisons de se méfier les uns des autres. Tant ce que chacune des vagues forces restaient hostiles aux autres, elles ne constituaient pas une véritable menace pour la Sangh Parivar.

La RSS a admis que s'il n'était pas mis un terme à ce qui se déroulait à la JNU, cela pourrait un jour poser une menace existentielle et intellectuelle aux principes fondamentaux et à la politique de l'Hindutva. Pourquoi ça ? Parce qu'une telle alliance propose, même si ce n'est que du point de vue conceptuel, l'éventualité d'une contre-mobilisation, une sorte de technique inversée du projet Hindutva. Elle imagine une coalition de caste totalement différente. Une coalition constituée depuis le bas vers le haut, plutôt que d'être organisée et gérée depuis le sommet vers le bas. Dalit-Bahujanisme au lieu de Brahmanisme. Un puissant mouvement contemporain et encore enraciné dans le contexte social et culturel unique de l'Inde dont la constellation est composée d'étoiles comme Ambedkar, Jyotirao Phule, Savitribai Phule, Periyar, Ayyankali, Birsa Munda, Bhagat Singh, Marx et Lénine. Un mouvement qui défie le patriarcat, le capitalisme et l'impérialisme, qui rêve d'une société sans castes ou dans laquelle il y aurait moins de castes, dont les poètes seraient les poètes du peuple et qui inclurait Kabir, Tukaram, Ravidas Pash, Gaddar, Lal Singh Dil et Faiz. Un mouvement d'Adivasi - Dalit - Bahujans au sens défendu par les Dalit Panthers (qui, dans les années '70, ont pris le terme « Dalit » pour évoquer « les membres des castes et tribus répertoriées, les néo-Bouddhistes, les travailleurs, les paysans pauvres et sans terre, les femmes et tous les exploités du point de vue politique et économique et au nom de la religion »). Un mouvement dont les camarades incluraient ceux des castes privilégiés qui ne veulent plus revendiquer leurs privilèges. Un mouvement assez généreux d'un point de vue spirituel pour inclure tous ceux qui croient en la justice,

quel que soit leur credo ou leur religion ? Peu étonnant donc que la *Panchajanya* ait continué à dire que la JNU était une institution où « de jeunes innocents hindous sont trompés après s'être fait raconter des faits erronés sur le système du varna qui fait partie intégrante de la société hindoue ». Ce n'était pas vraiment la « désintégration » de l'Inde qui inquiétait la RSS. C'était la désintégration de l'Hindutva. Et pas par un nouveau parti politique, mais par une nouvelle façon de penser. Si tout cela avait dépendu d'une alliance politique officielle, ses dirigeants auraient pu être tués ou emprisonnés. Ou simplement achetés, comme l'ont été de nombreux *swamis*, *sufis*, *maulanas* et autres charlatans. Mais que fait-on d'une idée qui vient juste de commencer à s'éparpiller comme de la fumée ?

On essaye de la zigouiller à la source.

Les lignes de combat n'auraient pas pu être marquées plus clairement. Cela devait être une bataille entre ceux qui rêvent d'égalité et ceux qui croient à l'institutionnalisation de l'inégalité. Le suicide de Rhith Vemula a rendu ce qui avait commencé à la JNU plus important, plus urgent et très réel. Et il a probablement avancé la date d'une attaque prévue.

Ils ont construit leur embuscade autour d'un vieux fantôme obstiné qui refuse de s'en aller. Au plus ils essaient de l'exorciser, plus il persiste obstinément à apparaître.

Le troisième anniversaire de la pendaison de Mohammad Afzal Guru est tombé le 9 février 2016. Bien qu'afzal n'était pas accusé d'être impliqué directement dans l'attaque contre le parlement indien de 2011, il fut condamné par la Delhi High Court à trois peines de prison à perpétuité et à une double peine de mort pour avoir participé au complot. En août 2005, la Cour Suprême a confirmé ce jugement. On connaît sa fameuse déclaration : « Comme c'est le cas avec la plupart des complots, il n'y a pas et ne pourrait y avoir aucune preuve directe équivalente à un complot criminel... L'incident qui a entraîné de lourdes pertes a secoué toute la nation. La conscience collective de la société ne pourra être satisfaite que si le prévenu est condamné à la peine de mort ».

La controverse à propos de l'attaque au parlement, du jugement de la Cour Suprême et de l'exécution secrète et soudaine d'afzal n'est pas le moins du monde nouvelle. De nombreux livres et essais ont été écrits par des étudiants, des journalistes, des avocats et des écrivains (y compris moi) et ont été publiés sur le sujet. Certains d'entre nous pensent que de sérieuses questions concernant l'attaque demeurent sans réponse et qu'afzal fut victime d'un coup monté et que son procès n'a pas été équitable. D'autres croient que la façon dont il a été exécuté fut une erreur judiciaire.

Après le jugement de la Cour Suprême, afzal est resté à l'isolement à la Tihar Jail pendant plusieurs années. Le BJP, qui n'était pas au pouvoir au centre durant ces années, a fréquemment demandé de façon agressive qu'il soit pendu avant tous ceux qui devaient l'être avant lui. La question est devenue un thème central de ses campagnes électorales. Son slogan était : « *Desh abhi sharminda hai, Afzal abhi bhi zinda hai* » (Le pays baisse la tête de honte parce qu'afzal est toujours en vie).

Alors que les élections générales de 2014 approchaient, le gouvernement dirigé par le Congrès au pouvoir au centre - affaibli par une série de scandales de corruption et terrifié de se faire déborder par le BJP dans cette lutte de nationalisme compétitif que le Congrès est condamné à perdre - a tiré afzal de sa cellule un matin et l'a pendu à la hâte. Sa famille ne fut même pas informée, et encore moins autorisée à lui rendre une dernière visite. De peur que sa tombe ne devienne un monument et un lieu de rassemblement politique pour la lutte au Cachemire, il fut enterré à l'intérieur de la Tihar Jail, à côté de Maqbool Butt, le héros séparatiste cachemirien qui fut pendu en 1984 (P. Chidambaram, ministre de l'Intérieur du gouvernement dirigé par le Congrès de 2008 à 2012 dit maintenant que l'affaire afzal n'a « peut-être pas été correctement jugée ». Lorsque j'étais en Class IV, nous avions un dicton : Les excuses ne ressuscitent pas les morts).

Depuis lors, chaque année lors de l'anniversaire de la pendaison d'afzal Guru, la vallée du Cachemire ferme ses portes en signe de protestation. Sans parler des nationalistes cachemiriens, où même dans le courant dominant, le Peoples Democratic Party pro-indien et actuellement partenaire dans la coalition BJP dans l'état du Jammu et Cachemire continuent à exiger que la dépouille mortelle d'afzal soit rendue à sa

famille pour avoir un enterrement convenable.

Quelques jours avant le troisième anniversaire de sa mort, des avis sont apparus sur le campus de la JNU invitant les étudiants à une soirée culturelle « Contre la ‘conscience collective’ brahmanique, contre l’exécution d’Afzal Guru et de Maqbool Butt » et « En solidarité avec la lutte du peuple cachemirien pour son droit démocratique à l’autodétermination ».

Ce n’était pas la première fois que les étudiants de la JNU se rencontraient pour discuter de ces questions. Mais cette fois, l’anniversaire du 9 février tombait trois semaines après le suicide de Rohith Vemula. L’atmosphère était politiquement chargée. Une fois encore, l’ABVP fut le pigeon. Il s’est plaint aux autorités universitaires et a ensuite invité la police de Delhi à intervenir contre ce qu’il disait être une « activité anti-nationale ».

Une équipe de la chaîne de télévision Zee TV était sur place pour enregistrer l’événement. Les premières images de cette émission de Zee TV montraient deux groupes d’étudiants se faisant face sur le campus de la JNU scandant des slogans. En réponse au « *Bharat Mataki jai !* » de l’ABVP (Victoire à Mother India !), un autre groupe d’étudiants, la plupart Cachemiriens, certains d’entre eux portant des masques, ont commencé à scander ce que les Cachemiriens scandent tous les jours lors de chaque manifestation de coin de rue et lors de chaque funérailles de militants : *Hum kya chahatey ? Azadi ! Chheen ke lengey - Azadi !* Que voulons-nous ? La liberté ! Nous nous en emparerons - La liberté !

Il y a également des slogans moins familiers :

*Bandook ke dum pe ! Azadi* Sous la menace du revolver si besoin ! Liberté !

*Kashmir ki azadi tak, Bharat ki barbaadi tak, Jung landegey ! Jung ladengey !* Jusqu’à ce le Cachemire soit libre, jusqu’à ce que l’Inde soit détruite, nous ferons la guerre ! Nous ferons la guerre !

Et :

*Pakistan Zindabad !* Vive le Pakistan

A partir des images de Zee TV, il n’était pas évident de voir qui étaient les étudiants scandant les slogans. Bien sûr, cela a agacé les téléspectateurs. Mais remonter les gens à propos du Cachemire ou les faire se répandre en injures contre des étudiants inconnus qui ressemblaient à des Cachemiriens n’était pas le but et n’aurait servi à rien. Et particulièrement pas alors que les négociations du BJP avec le Peoples Democratic Party sur la formation d’un nouveau gouvernement au Jammu et Cachemire devenaient compliquées. (Ce problème a été résolu par la suite) Dans l’embuscade de la JNU, le Cachemire fut uniquement l’élément déclencheur. Le véritable objectif était (et est) de ternir la réputation de la JNU, afin de finalement la fermer.

C’était un problème facile à résoudre. La bande sonore de la confrontation fut greffée sur la vidéo d’un autre meeting s’étant déroulé deux jours plus tard. Celui-ci était présidé par Kanhaiya Kumar, le président du Student’s Union de la JNU. Kanhaiya appartient à la All India Students Federation, l’aile estudiantine du Communist Party of India. Durant le meeting où il a pris la parole, le refrain « Azadi » était le même. Seuls les slogans soulevés étaient complètement différents. Ils exigeaient l’azadi par rapport à la pauvreté, aux castes, au capitalisme, au Manusmriti, au Brahmanisme. C’était absolument tout autre chose.

La vidéo trafiquée fut diffusée à des millions de téléspectateurs par de grandes chaînes d’information, dont Zee TV, Times Now et News X. C’était honteux, peu professionnel et peut-être criminel. Ces émissions ont déclenché une frénésie. D’abord, Kanhaiya Kumar, et puis deux semaines plus tard, deux autres étudiants accusés d’avoir organisé le meeting Afzal Guru, Umar Khalid et Anirban Bhattacharya, ancien membre du Democratic Students Union de gauche furent arrêtés et accusés de sédition. Des affiches mettant leurs têtes à prix furent collées à travers Delhi. L’une offrait même une récompense en liquide pour la langue de Kanhaiya Kumar.

Les étudiants cachemiriens que l’on avait en fait vu scander des slogans sur les images de Zee TV sont

restés non identifiés. Mais ils ne faisaient que ce que font des milliers de personnes tous les jours au Cachemire. Peut-il y avoir des critères séparés pour les slogans à Delhi et à Srinagar ? Peut-être pourrait-on dire oui, si on soutient comme le font de nombreux Cachemiriens, que le Cachemire est une prison géante et qu'on ne peut pas arrêter ceux qui sont déjà incarcérés. En tout cas, les slogans de ces étudiants ont-ils vraiment porté un coup mortel à cette puissante nation hindoue à propulsion nucléaire. Les choses ont continué à s'intensifier de manière encore plus ridicule. Se basant sur une blague de parodie d'un compte Twitter '« Hafeez Muhamad Saeed »), le ministre de l'Intérieur, Rajnath Singh, a annoncé que la manifestation à la JNU était commandité par Hafiz Saeed, le dirigeant de Kashkar-e-Taiba et équivalent indien d'Ousama Ben Laden. Les chaînes de télévision ont commencé à insinuer qu'Umar Khalid, un marxiste-léniniste autoproclamé était un terroriste de Jaish-e-Mohammad (Cette fois, la preuve tangible était que son nom était Umar).

Smriti Irani, l'irrépressible ministre du développement des ressources humaines en charge de l'enseignement supérieur, a déclaré que la nation ne tolérerait pas une insulte à la Mother India. Yogi Adityanath paré de safran, membre du BJP parlementaire au Gorakhpur a dit « la JNU est devenue une tache sur l'éducation » et que « elle devrait être fermée dans l'intérêt de la nation ». Un autre prétendu homme de dieu, le parlementaire BJP Sakshi Maharj, également vêtu de safran, a qualifié les étudiants de « traîtres » et a dit qu'ils « devraient être pendus au lieu d'être emprisonnés à vie. Ils devraient être tués par des tirs policiers ». Gyandev Ahuja, un membre BJP de l'assemblée législative du Rajasthan et empiriste extraordinaire, a informé le monde que « Plus de 10000 mégots de cigarettes et 4000 morceaux de beedis sont retrouvés quotidiennement sur le campus de la JNU. 50000 petits et gros morceaux d'os sont abandonnés par ces mangeurs de nourriture non-végétarienne. Ils se gavent de viande, ... ces anti-nationaux. 2000 emballages de chips et de namkeen sont retrouvés, ainsi que 3000 préservatifs utilisés - les méfaits qu'ils commettent avec nos soeurs et nos filles là. Et 500 injections contraceptives utilisées sont aussi retrouvées ». En d'autres termes, les étudiants de la JNU sont des mangeurs de viande, des croqueurs de frites, des fumeurs de cigarettes, des buveurs de bière, des obsédés sexuels anti-nationaux. (Cela semble-t-il si terrible ?)

Le premier ministre n'a rien dit.

D'autre part, les étudiants de la JNU et de la UOH avaient beaucoup de choses à dire. Les manifestations sur ces campus se sont propagées dans les rues, et puis dans les universités d'autres régions du pays. A Delhi, le jour où Kanhaiya Kumar devait comparaître devant un magistrat, la zone de guerre s'est déplacée vers les tribunaux. Deux jours de suite, abrité sous un gigantesque drapeau national, un groupe d'avocats qui se vantaient ouvertement de leur affiliation au BJP ont tabassé des étudiants, des professeurs, des journalistes et finalement Kanhaiya Kumar lui-même à l'intérieur d'un tribunal. Ils ont menacé et insulté un comité d'avocats réputés constitué en urgence par la Cour Suprême pour étudier l'affaire. La police regardait. Le chef de la police de Delhi l'a qualifié de bagarre mineure. Les avocats ont jubilé devant la presse sur la manière dont ils avaient « roué Kanhaiya de coups » et l'avaient obligé à dire « Bharat Mata ki jai ». Pendant quelques jours, il a semblé que chaque institution du pays était impuissante face à cette attaque insensée.

La RSS a maintenant déclaré que tous ceux qui refusent de dire « Bharat Mata ki jai ! » sont anti-nationaux. Le magnat du yoga et des aliments diététiques Baba Ramdev a annoncé que si cela n'avait pas été illégal, il décapiterait tous ceux qui refusent de le dire.

Que ces gens auraient-ils fait à Ambedkar ? En 1931, interrogé par Gandhi sur sa critique acérée du Congrès - qui était perçue comme une critique de la lutte du parti pour une patrie indépendante - Ambedkar a dit : « Gandhi, je n'ai pas de patrie. Aucun intouchable digne de ce nom ne serait fier de cette terre ». L'auraient-ils accusé de sédition ? (D'autre part, mettre des portraits d'Ambedkar en guirlande comme l'a fait la Sangh Parivar, et insinuer qu'il - l'homme qui qualifiait l'hindouisme de « véritable chambre des horreurs » - était un des pères fondateurs de l'Hindu Rashtra, est probablement bien pire).

L'autre tactique du BJP et de ses partenaires médiatiques qu'ont utilisé pour faire taire les gens est un absurde faux système binaire : les courageux soldats vs les méchants anti-nationaux. En février, juste quand la crise de la JNU était à son comble, une avalanche dans le glacier de Siachen a tué onze soldats,

dont les corps furent redescendus pour des funérailles militaires. Pendant des jours et des nuits, les présentateurs télé beuglards et leurs invités en studio ont mis leurs propres mots dans les bouches des morts, et ont greffé leurs idéologies de pacotille sur des corps sans vie qui ne pouvaient pas répondre. Bien sûr, ils ont omis de mentionner que la plupart des soldats indiens sont des pauvres cherchant un moyen de gagner leur vie. (On n'entend pas les riches patriotes demander le contingent pour qu'eux et leurs enfants soient forcés à servir en tant que simples soldats)

Ils ont également oublié de dire à leurs téléspectateurs que les soldats ne sont pas juste déployés sur le glacier de Siachen ou aux frontières de l'Inde. Qu'il n'y a pas eu un seul jour depuis l'indépendance en 1947 où l'armée indienne et autres forces de sécurité n'ont pas été déployées [à l'intérieur] des frontières de l'Inde contre ceux qui sont censés être leur « propre » peuple - Cachemire, Nagaland, Manipur, Mizoram, Assam, Junagadh, Hyderabad, Goa, Punjab, Telengana et Bengale occidental et maintenant Chhattisgarh, Odisha et Jharkhand.

Des dizaines de milliers de personnes ont perdu la vie dans ces conflits. Un nombre encore plus grand a été torturé brutalement, un grand nombre d'entre eux furent handicapés à vie. Il y a eu des affaires attestées de viols collectifs au Cachemire dans lesquelles les accusés ont été protégés par le Armed Forces Special Powers Act comme si le viol était un élément nécessaire et inévitable de la bataille. L'insistance agressive mise sur le culte absolu du soldat, même par des « libéraux » auto-proclamés est un jeu malsain et dangereux rêvé par une oligarchie cynique. Cela n'aide ni les soldats ni les civils. Et si on observe attentivement la liste des lieux à l'intérieur des frontières actuelles de l'Inde où sont déployées les forces de sécurité, un fait extraordinaire - les populations de ces endroits sont principalement musulmanes, chrétiennes, Adivasis, sick et Dalits. Ce que l'on nous demande de saluer docilement et sans réfléchir est un état mécanique à forme hindoue dominée par les castes, lequel assemble avec des clous son territoire grâce à la puissance militaire.

Et si certains d'entre nous rêvaient de vivre dans une société à laquelle les gens ne sont pas *obligés* d'appartenir ? Et si certains d'entre nous n'avaient pas de rêves colonialistes et impérialistes ? Et si certains d'entre nous rêvaient plutôt de justice ? Est-ce un crime ?

Mais donc de quoi s'agit-il, en fait, avec ce nouvel accès de déclarations cocardières et de mascarades ? Qu'essaye-t-on de cacher ? La même chose que d'habitude : une économie en chute libre et une trahison lamentable des promesses électorales faites par le BJP à un peuple crédule ainsi qu'à ses sponsors commerciaux. Au cours de sa campagne électorale, Modi a brûlé la chandelle par les deux bouts. Il a grossièrement promis aux pauvres villageois que 1500000 roupies apparaîtraient comme par magie sur leurs comptes bancaires à son arrivée au pouvoir. Il allait rapatrier les millions illégaux que les riches indiens avaient laissé dans des paradis fiscaux extra-territoriaux et les distribuer aux pauvres. Combien de cet argent illégal fut ramené ? Pas beaucoup. Combien fut redistribué ? Approximativement zéro virgule zéro zéro, quoi que cela fasse en roupies. Pendant ce temps, les entreprises attendaient avec impatience le nouveau Land Acquisition Act qui faciliterait l'acquisition des terres des villageois pour les hommes d'affaires. Cette législation n'est pas passée devant la chambre haute du Parlement. A la campagne, la crise de l'agriculture s'est aggravée. Alors que de grosses entreprises se voyaient annuler des prêts de dizaines de millions de roupies, des dizaines de milliers de petits agriculteurs pris au piège dans un cycle de dettes - qui ne seront jamais annulées - continuent à se suicider. En 2015, rien que dans l'Etat du Maharashtra, plus de 3200 Agriculteurs se sont donné la mort. Leurs suicides sont aussi une forme de meurtre institutionnalisé, juste comme l'était celui de Rohith Vemula.

Ce que le nouveau gouvernement a à offrir à la place de ses extravagantes promesses électorales, c'est le type d'opération qui n'est généralement disponible qu'à la bourse safran : commerce de vos espoirs pour un gagne-pain décent et investissement dans une vie excitante d'hystérie constante. Une vie dans laquelle on est libre de détester son voisin et si les choses tournent vraiment mal, et si on le veut vraiment, on peut se réunir avec des amis et même la/le battre à mort.

La crise fabriquée à la JNU a aussi, avec extrêmement de succès, détourné notre attention d'une tragédie terrible vécue par certaines des personnes les plus vulnérables de ce pays. La guerre pour les minéraux dans le Bastar, Chhattisgarh, se prépare de nouveau. L'Operation Green Hunt - tentative du précédent



gouvernement pour dégager la forêt de ses habitants gênants afin de la céder aux entreprises minières et d'infrastructure - fut pratiquement infructueuse. Un grand nombre des centaines de protocoles d'accord que le gouvernement avait signé avec des sociétés privées quant à ce territoire ne se sont pas réalisés. La population du Bastar, parmi la plus pauvre du monde, a pendant des années arrêté les plus grandes sociétés sur leur trajectoire. Maintenant, en prévision de l'Operation Green Hunt II (toujours pas officiellement appelée de la sorte), des milliers d'Adivasis sont une fois encore emprisonnés, pour la plupart accusés d'être maoïstes.

La forêt est vidée de tout témoin - journalistes, activistes, avocats et universitaires. Quiconque trouble le net dessin tracé du paradigme Etat contre « terroriste maoïstes » est un grand danger. L'extraordinaire institutrice et activiste Adivasi Soni Sori qui fut incarcérée en 2011 mais qui est directement retournée à son travail d'organisation après sa libération en 2014, a récemment été attaquée. Son visage a été maculé d'une substance qui lui a brûlé la peau. Depuis, elle est à nouveau retournée travailler dans le Bastar. Avec un visage brûlé. Le Jagdalpur Legal Aid Group, une minuscule équipe d'avocates proposant une aide juridique aux Adivasis en prison et Malini Subramaniam, dont la série de reportages d'investigation en provenance du Bastar était une source d'embarras pour la police locale, ont été expulsés et obligés de partir. Lingaram Kodopi, le premier journaliste Adivasi du Bastar qui fut torturé de manière horrible et emprisonné pendant trois ans et maintenant menacé. Il a annoncé d'un ton désespéré qu'il se tuera si l'intimidation ne cesse pas. Quatre autres journalistes locaux ont été arrêtés sur base d'accusations douteuses. L'un d'entre eux avait posté des commentaires contre la police sur WhatsApp. Le village dans lequel vit Bhela Bhatia, une chercheuse, a été fouillé par des foules scandant des slogans contre elle et menaçant ses propriétaires terriens. Des paramilitaires et des milices d'autodéfense, sûrs de leur impunité, ont une fois encore commencé à prendre d'assaut des villages et à terroriser les gens, les obligeant à quitter leurs maisons et à fuir dans la forêt comme à l'époque de l'Operation Green Hunt I. D'atrocités compte rendus de viols, brutalités, pillages et vols nous arrivent petit à petit. L'Indian Air Force a commencé à « s'entraîner » à des tirs air-sol depuis des hélicoptères.

Tous ceux qui critiquent la prise par les entreprises de la terre Adivais sont qualifiés de « sympathisants » maoïstes anti-nationaux. La sympathie est un crime aussi. Dans les studios de télévision, les invités qui essayent d'amener un semblant d'intelligence dans le débat se font huer et sont contraints à prouver leur loyauté à la nation. C'est une guerre contre des gens qui ont à peine assez pour manger un repas par jour. Sous quelle marque particulière de nationalisme classe-t-on cela ? De quoi exactement sommes-nous censés être fiers ?

Nos nationalistes ternes ne semblent pas comprendre qu'au plus ils insistent sur ce slogan creux, au plus ils forcent les gens à dire « Bharat Mata ki jai » et à déclarer que « le Cachemire fait partie intégrante de l'Inde », au moins ils semblent sûrs d'eux. Ce nationalisme dont on nous gave est davantage la haine d'un autre pays - Pakistan - que l'amour pour le nôtre. Il s'agit plus de protéger un territoire que d'aimer la terre et son peuple. Paradoxalement, ceux qui sont qualifiés d'anti-nationaux sont ceux qui parlent de la mort des fleuves et de la profanation des forêts. Ce sont eux qui s'inquiètent de l'empoisonnement de la terre et de la chute des niveaux hydrostatiques. Les « nationalistes », quant à eux, sont toujours en train de parler d'extraction, de construction de barrages, de coupes rases, de minage et de vente. Dans leur règlement, le colportage de minéraux aux multinationales est une activité patriotique. Ils ont privatisé le drapeau et ravi le micro.

Les trois étudiants de la JNU qui ont été arrêtés sont tous dehors en liberté provisoire. Dans l'affaire Kanhaiya Kumar, l'ordre de libération sous caution du juge a occasionné plus d'inquiétude que de soulagement : « Quand une infection se répand dans un membre, on fait un effort pour le soigner en donnant des antibiotiques par voie orale, et si cela ne fonctionne pas, en administrant le deuxième traitement à suivre. Il se peut aussi que cela nécessite une intervention chirurgicale. Toutefois, si l'infection conduit à l'infection du membre jusqu'au point que ce ne devienne de la gangrène, l'amputation est le seul traitement ». *Amputation*. Que pouvait-elle bien dire ?

Dès qu'il fut libéré, Kanhaiya est apparu sur le campus de la JNU et a prononcé son discours aujourd'hui célèbre devant une foule de milliers d'étudiants. Peu importe si on est d'accord ou pas avec tout ce qu'il a

dit. Je ne suis pas d'accord avec tout ce qu'il a dit. Mais c'est l'esprit avec lequel il l'a dit qui était si ravissant. Il a dissipé le voile lugubre de peur et de ténèbres qui nous était tombé dessus tel le brouillard. Du jour au lendemain, Kanhaiya et son insolent public sont devenus bien-aimés de millions de personnes. Il s'est passé la même chose avec les deux autres étudiants, Umar Khalid et Anirban Bhattacharya. Maintenant, partout dans le monde, des gens ont entendu le slogan que le BJP voulait étouffer : « *Jai Bhim ! Lal Salaam !* » (Salut Bhimrao Ambedkar ! Salut rouge !).

Avec cet appel, l'esprit de Rohith Vemula et l'esprit de la JNU se sont réunis en solidarité. C'est un rassemblement fragile et précaire qui se terminera probablement de manière fâcheuse - si ça n'est pas déjà le cas - épuisé par les partis politiques traditionnels, les ONG et leurs propres contradictions intrinsèques. Visiblement, ni « la gauche » ni les « Ambedkarites » ni les « OBC » ne sont en elles-mêmes des catégories tout à fait homogènes. Cependant, même généralement parlant, l'actuelle gauche est pour une grande partie obscure d'un point de vue doctrinal à l'égard des castes. En ne les « voyant pas », elle les perpétue (il faut dire que l'exception notable à ceci sont les écrits d'Anuradha Ghandy, aujourd'hui décédée). Cela a entraîné que de nombreux Dalits et OBC penchant à gauche ont vécu des expériences amères et sont maintenant déterminés à s'isoler. De ce fait, ils approfondissent par inadvertance les divisions de castes et renforcent un système qui se maintient en empêchant toute forme de solidarité.

Toutes ces vieilles blessures vont nous jouer des tours, nous nous entre-déchirerons, les disputes et les accusations voleront de manière exaspérante. Mais même quand ce moment sera passé, les idées radicales qui ont surgi de ces confrontations avec les agents de la Hindutva ne risquent guère de jamais s'en aller. Elles resteront et on continuera à construire dessus. Il le faut, car elles sont notre seul espoir.

La véritable signification, la véritable politique derrière le refrain « Azadi » sont déjà en débat. Kanhaiya a-t-il piqué le slogan aux Cachemiriens ? Oui (Et où les Cachemiriens l'ont-ils obtenu ? Peut-être chez les féministes ou dans la Révolution Française). Le slogan est-il édulcoré ? Très certainement, pour autant que l'on parle de ceux qui le scandent au Cachemire. S'intensifient-ils ? Oui, cela aussi. Parce que la lutte pour se libérer du patriarcat, du capitalisme et du Brahminvaad est aussi radical que toutes les luttes pour l'auto-détermination nationale.

Peut-être que pendant que nous débattons du véritable sens profond de la liberté, ceux qui ont été si choqués par ce qui se passe sur le continent ces derniers mois seront incités à se demander pourquoi, alors que des choses bien pires se déroulent dans d'autres endroits, cela les laisse si paisibles ? Pourquoi est-ce que cela ne nous pose pas de problème de demander la liberté sur nos campus universitaires alors que les vies quotidiennes du peuple du Cachemire, du Nagaland et du Manipur sont surveillées par l'armée et leurs embouteillages gérés par des hommes en uniforme portant des AK 47 ? Pourquoi est-il facile, pour la plupart des Indiens, d'accepter le meurtre de 112 jeunes dans les rues du Cachemire au cours d'un seul été ? Pourquoi se soucie-t-on tellement de Kanhaiya et Rohith Vemula mais si peu d'étudiants comme Shaista Hameed et Danish Tarooq, qui ont été abattus au Cachemire la veille du déclenchement de la campagne de diffamation contre la JNU. « Azadi » est un mot immense, qui est également magnifique. Nous devons enrouler nos esprits autour de ce mot, pas simplement jouer avec. Je ne suggère pas une sorte de noblesse de sentiments dans laquelle on lutte tous les uns aux côtés des autres et les uns pour les autres, et où nous ressentons les peines des autres avec une même intensité. Je dis juste que si nous ne reconnaissons pas l'aspiration à la liberté les uns des autres, si nous ne reconnaissons pas l'injustice lorsqu'elle nous regarde droit dans les yeux, nous tomberons tous dans les sables mouvants de la turpitude morale.

Le résultat final des oeuvres du BJP est que les étudiants, les intellectuels et même certaines sections des médias principaux ont maintenant vu qu'il nous déchire avec son manifeste de la haine. Petit à petit, les gens ont commencé à y résister. Le fantôme d'Azal a commencé à voyager vers d'autres campus universitaires.

Comme cela arrive souvent après des épisodes tels que celui-ci, tous ceux qui ont été impliqués peuvent, et le font généralement, revendiquer la victoire. L'évaluation du BJP semble être que la polarisation de l'électorat en « nationalistes » et « anti-nationaux » fut un succès et lui a amené un gain politique

considérable. Loin de montrer des signes de contrition, il a mis tous les boutons sur on. Les vies de Kanhaiya, Umar et Anirban sont véritablement en danger. Des assassins incontrôlables cherche l'approbation du haut commandement de la Sangh Parivar. 35 étudiants du FTII (un sur cinq) ont été inculpés. Ils ont été libérés sous caution mais doivent se présenter régulièrement à la police. Appa Rao Podile, le détesté vice-président de l'UOH, qui s'est mis en congé en janvier et a été inculpé car tenu pour responsable des circonstances ayant entraîné le suicide de Rohith Vemula, est réapparu sur le campus, mettant les étudiants en rage. Lorsqu'ils ont manifesté, la police a envahi le campus, les frappant brutalement. Elle a arrêté 25 étudiants et 2 membres de la faculté et les a gardés en détention pendant deux jours. Le campus fut encerclé par la police - ironiquement, la police de l'Etat du Telangana, pour la création duquel tant d'étudiants sur le campus se sont battus si dur et si longtemps. Les étudiants de l'UOH qui ont été arrêtés sont aussi maintenant inculpés. Ils ont besoin d'avocats, et d'argent pour les payer. Même s'ils sont finalement acquittés, leurs vies peuvent être détruites par ce pur harcèlement.

Il ne s'agit pas que des étudiants. Partout dans le pays, des avocats, des activistes, des écrivains et des réalisateurs - tous ceux qui critiquent le gouvernement - se font arrêter, incarcérer ou sont empêtrés dans des affaires judiciaires fallacieuses. On peut s'attendre à de sérieux ennuis, toutes sortes d'ennuis, alors que nous mettons le cap sur des élections locales - en particulier celles de 2017 en Uttar Pradesh - et les élections générales en 2019. Nous devons anticiper les frappes terroristes sous de faux drapeaux et peut-être même ce que l'on appelle de façon optimiste une « guerre limitée » avec le Pakistan. Lors d'un meeting public à Agra le 29 février, les musulmans furent prévenus d'un « combat final ». Une foule excitée de 5000 personnes a chanté « *Jis Hindu ka khoon na khaule, khoon nahin woh pani hai* » (Un Hindou dont le sang ne bout pas a de l'eau dans les veines, pas du sang). Indépendamment de la question du vainqueur des élections dans les années à venir, ce type de venin peut-il être neutralisé quand il est entré dans le système sanguin ? Une société peut-elle se sauver après que sa structure ait été balafmée et déchirée de cette façon ?

Ce qui se passe maintenant, est en fait un effort systématique pour créer le chaos, une tentative pour arriver à une situation dans laquelle les droits civils garantis par la Constitution indienne peuvent être suspendus. La RSS n'a jamais accepté la Constitution. Finalement, elle a maintenant manœuvré pour être dans une position où elle a le pouvoir de la renverser. Elle attend une occasion. Il se pourrait bien que nous soyons les témoins de préparatifs pour un coup - pas un coup militaire, mais un coup néanmoins. Cela ne pourrait être qu'une question de temps avant que l'Inde ne cesse officiellement d'être une république laïque démocratique. Il se peut que nous nous retrouvions à regarder en arrière avec tendresse sur l'époque des vidéos trafiquées et d'une poignée de parodies sur Twitter.

Nos forêts sont pleines de soldats et nos universités pleines de policiers. Les nouvelles indications de la University Grants Commission pour les institutions d'enseignement supérieur suggèrent que les campus aient de hauts murs d'enceinte surmontés par du fil barbelé, des gardes armés aux entrées, des postes de police, des tests biométriques et des caméras de sécurité. Smriti Irani a ordonné que toutes les universités publiques fassent flotter le drapeau national sur des mâts de 63 mètres de haut pour que les étudiants le « vénèrent » (Qui obtiendra les contrats ?) Elle a aussi annoncé des plans pour enrôler l'armée afin de faire naître le patriotisme dans les esprits des étudiants.

Au Cachemire, la présence d'environ un demi million de soldats assure que, quoique son peuple puisse vouloir ou pas aujourd'hui, le Cachemire a été intégré à l'Inde. Mais maintenant, avec les soldats, le fil barbelé et la vénération forcée du drapeau dans le pays, on dirait de plus en plus que l'Inde devient une part intégrante du Cachemire.

Comme symboles du pays, les drapeaux sont de puissants objets, dignes de contemplation. Mais qu'en est-il de ceux comme Rhith Vemula, qui ont des imaginations qui précèdent l'idée de pays de centaines de milliers d'années. La terre a 4,5 milliards d'années. Les êtres humains y sont apparus il y a environ 200000 ans. Ce que nous appelons la « civilisation humaine » n'a que quelques milliers d'années. Avec ses frontières actuelles, l'Inde a moins de 80 ans. Clairement, on aurait bien besoin d'un peu de perspective.

Vénérer un drapeau ? Mon âme est soit trop moderne soit trop ancienne pour cela.

Je ne suis pas sûre duquel.

Peut-être les deux.